

# L'échec de la Conférence de Copenhague

**Malgré des efforts de dernière minute, « l'Accord de Copenhague » dont la séance finale de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques a seulement « pris note », est loin d'être à la hauteur des enjeux. Cet accord est une simple déclaration d'intention.**

Il fallait sauver la planète, les Etats ont sauvé la face. Certes, l'accord reconnaît l'opinion des scientifiques selon laquelle la hausse de la température moyenne mondiale doit rester inférieure à 2°C et convient que de fortes réductions des émissions de gaz à effet de serre (GES) sont nécessaires comme l'a démontré le rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), mais il ne fixe aucun objectif chiffré pour y parvenir. Il ne mentionne même pas la réduction de moitié des émissions de GES pour 2050. D'ici le 31 janvier 2010, les pays industrialisés devront communiquer leur objectif de réduction d'émissions pour 2020. De leur côté, les pays en développement

feront connaître les actions qu'ils comptent prendre pour limiter leurs émissions. Il serait surprenant dans ces conditions que les engagements soient ambitieux. L'accord ne précise d'ailleurs pas l'année de référence pour évaluer ces engagements : 1990 ou 2005. Selon un calcul des Nations Unies, les promesses faites par les différents pays conduiraient à une hausse de la température de la planète de 3°C, très loin des 2° et encore plus de 1,5°C avancé par certains. Ce dernier chiffre est juste évoqué quand il est question du réexamen de l'accord en 2015.

## Quels engagements ?

Les engagements des pays industrialisés devront être « mesurables, notifiables et vérifiables » et les pays en développement seront tenus uniquement de fournir une information tous les deux ans avec des dispositions permettant des consultations et analyses internationales dans le respect de leur souveraineté nationale. En fait, la démarche est volontaire et la Chine s'est opposée avec succès au principe de la vérification qui, selon elle, porterait atteinte à sa souveraineté. En échange, les Etats-Unis se sont contentés d'un faible niveau d'engagement. Ainsi, la philosophie du Protocole de Kyoto qui fixe

Ce bilan désastreux ne doit pas conduire à la résignation. Avec la Confédération syndicale internationale (CSI) et la Confédération européenne des syndicats (CES), nous continuerons à revendiquer un traité politique global, équilibré et ambitieux qui garantisse une planète habitable et un travail décent, avec des objectifs précis, mesurables et vérifiables par une instance de contrôle internationale. Avec la CES, l'UNSA demande à l'Union européenne de prendre des initiatives en ce sens afin de préparer les rendez-vous de Bonn et de Mexico en 2010.

des objectifs contraignants, est abandonnée.

## Quels financements ?

Les pays développés ont prévu de fournir des ressources nouvelles et supplémentaires de l'ordre de 30 milliards de dollars pour la période 2010-2012 et d'atteindre progressivement 100 milliards de dollars par an d'ici 2020, pour aider les pays les plus vulnérables à s'adapter aux impacts du dérèglement climatique. Ces financements proviendront d'une grande variété de sources, publiques et privées, bilatérales et multilatérales, y compris des financements innovants. Il n'est pas question de la taxe sur les transactions financières et surtout les contributions individuelles ne sont pas définies. En un mot, beaucoup reste à faire. L'accord prévoit la création d'un Fonds climatique vert. En revanche, l'idée d'une Organisation mondiale de l'environnement n'a pas été retenue. ■

